

COMMUNIQUE 26/01/2019

ALERTE CITOYENNE À
MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Monsieur Emmanuel MACRON,

Nous avons pris le temps d'observer vos œuvres avant de vous écrire à nouveau. Nous souhaitons mettre vos propos et vos actes face aux ressentis et expressions des français de la vraie France, celle qui vit sur l'ensemble du territoire national et non pas enfermée dans des représentations oligarchiques et les sièges du pouvoir.

Nous avons observé avec grande attention les premiers débats avec les Maires des communes de France.

Concernant les violences à l'œuvre :

Elles sont d'abord institutionnelles et dans l'expression brutale d'un pouvoir qui ne sait plus comment se sortir d'une situation chaotique résultante de vos provocations perpétuelles et de celles des ministres et portes paroles qui composent votre gouvernement.

Nous déplorons évidemment certains débordements qui ont eu lieu lors de précédents actes où certains citoyens ont pu confondre médias et représentants du pouvoir en place. Il semblerait néanmoins que depuis quelques jours, les reporters et journalistes aient réussi à faire bouger les lignes éditoriales de grands groupes de presse. Nous nous en réjouissons et félicitons les professionnels de l'information qui commencent à faire amende honorable en la matière pour l'expression de la vérité et de toute la vérité concernant les violences policières et les blessés. Nous rappelons ici aux citoyens mobilisés de ne plus attaquer les représentants de l'information ou les forces de l'ordre. Ceux-ci exercent leur métier et ne doivent pas devenir les amortisseurs, réceptacles de la colère envers le pouvoir en place. Les gilets Jaunes se sont organisés pour la gestion de certaines manifestations et ont veillé à la sécurité des citoyens mais aussi des journalistes et reporters.

Nous demandons également à Monsieur le Ministre de l'intérieur de bien vouloir arrêter immédiatement les attaques des forces de l'ordre à destination des « Street Médics », qui sont des citoyens bénévoles clairement identifiés par leurs tenues et qui sont dévoués à l'assistance aux blessés pendant les actions et manifestations des citoyens. Attaquer et emprisonner des personnes portant assistance à des blessés est une ignominie qui démontre bien vos états d'esprits. Cela est également valable pour les attaques des forces de l'ordre à destination des médias privés ou libres qui exercent sur les terrains d'action.

Par la même, nous dénonçons la proposition de loi dite « anticasseurs » de Monsieur CASTANER qui ne semble vraiment pas comprendre que porter une « caméra piéton » n'empêche pas les gestes violents et inconsidérés de la part de « cowboys » mal formés à l'égard des citoyens. Arrêtez vos propositions de lois ou décrets liberticides.

Que ferons les victimes de cette justice qui leur ferait droit alors qu'ils seraient devenus estropiés ou simplement décédés. Êtes-vous à ce point complètement en décalage des réalités de vie et de la moindre humanité dans votre gouvernement ?? Nous vous invitons donc, Monsieur Le Président ainsi que Monsieur le Ministre de l'intérieur à véritablement changer de « ton » à l'égard des Français.

Concernant votre grand débat national :

Comme exprimé précédemment, nous nous défions de votre organisation de ce débat national et posons la question de l'égalité des citoyens et de la sincérité des débats puisque l'ensemble des maires de France ne semblent pas intéressés à la tenue de cahiers de doléances ou d'organisation de débats en leur communes. L'abandon de la Commission Nationale du Débat Public semble résulter d'un nom respect par la présidence de la république des conclusions à venir de cette institution indépendante. C'est ainsi que vous avez décidé de reprendre les rênes de ce débat en changeant les règles à la dernière minute et donc, en annulant le rendez-vous que nous avons pris, avec la CNDP, le vendredi 11 Janvier 2019, dans un esprit constructif.

Et, ne vous en déplaise, nous avons été invités à rencontrer le Conseil Économique, Social et Environnemental (CESE) afin de leur présenter des analyses et propositions sur plusieurs sujets.

Il n'y aurait donc à vous entendre « *pas de questions interdites* », mais une organisation bien contrôlée et peut être restrictive en matière d'expression des revendications.

Monsieur MACRON, personne n'est plus dupe. Vos réponses lors de ces séances hyper médiatisées aux Maires des communes sont un bel exercice de campagne électorale en vue des prochaines élections. Comment faire supporter le coût d'une campagne électorale par l'ensemble des français, plutôt que par vos sympathisants... Belle opération financière.

Vous nous exprimez que « *vous avez été élu sur un projet pour lequel vous restez fidèle* ». Votre projet semble bien mal parti sur un certain nombre de points. De plus, il nous semble que votre élection a plutôt été le résultat d'un choix par défaut ou par dépit de la part du peuple de France.

Monsieur le président, mettez un terme à l'exil fiscal indécent car ne vous trompez pas, les français ont bien vu, dès le 7 Décembre 2018, que votre gouvernement faisait valider l'allègement de l'exit tax par le sénat via la modification de l'article 51.

ARRÊTEZ DE TERRORISER LES CITOYENS AVEC UNE DETTE PUBLIQUE QUI A ÉTÉ CONSTRUITE ET ORGANISÉE POUR ENRICHIR LES BANQUES PRIVÉES ET NON, SERVIR LE PEUPLE DEPUIS PLUS DE 40 ANS.

Renforcez les services publics à taille humaine dans les campagnes plutôt que de ne voir que des chiffres et de la productivité malsaine et oppressante qui ne font qu'augmenter les inégalités et les injustices.

« *Les cahiers de doléances ne sont pas valables car ils doivent d'abord être l'expression de droits et de devoirs...* ». Vos propos sont complexes et opposent aux citoyens que nous ne pouvons avoir de demandes qui soient entendues tant que nous ne nous soumettrions pas à des directives qui asservissent.

Si vous souhaitez un débat national citoyen serein et ainsi commencer le début d'une reconstruction de la confiance, nous vous demandons l'amnistie intégrale pour tous les citoyens (qui ne se sont pas rendus coupables de délits avérés), menacés par votre répression et en attente de jugements basés sur des inepties.

Laissez tranquille tous les Street Médics que vous avez fait arrêter sans raison alors qu'ils portaient assistance à des blessés. Amnistiez les citoyens qui ont souhaité s'exprimer sur des injustices sociales en mettant en scène des scènes de théâtre certes malhabiles. Amnistiez les citoyens qui ont reçu des PV parce qu'ils ont organisé des opérations escargot ou qui ont manifesté sur des ronds-points.

Et surtout, arrêtez de mettre en première ligne nos jeunes policiers ou gendarmes tout juste sortis des écoles qui peuvent se retrouver en panique face à des citoyens en colère. Mettez donc les anciens devant, qui eux, savent discuter et parlementer sereinement avec les mécontents. Ce bilan est aussi valable pour nos jeunes professeurs dans des quartiers sensibles puisque pour vous et nous, une scolarité de bonne qualité est sans doute le premier outil d'une société à l'avenir plus serein.

11 Policiers Monsieur Le Président, nous sommes le 25 Janvier 2019 et 11 policiers se sont donnés la mort depuis 25 Jours. Y aurait-il un souci avec les forces de l'ordre que votre ministre de l'intérieur refuse de rencontrer ?

16 heures payées sur 24 heures de gardes effectives pour les pompiers de France, à cause des réductions d'effectifs perpétuelles, les pompiers « décalent » toutes les nuits et ne sont pourtant payés que 16 heures sur 24 heures de garde. Pour les uns et pour les autres, des locaux insalubres, des casernes sans casiers ou armoires, des sanitaires hors d'usage. Un métier qui n'est même pas reconnu métier à risque pour nos pompiers...

« *Les fonctionnaires de guichets...* » n'y aurait-il pas un terme plus respectueux à l'égard des fonctionnaires de France qui œuvrent au contact des vrais êtres humains ? C'est ainsi que vous considérez des travailleurs qui sont bien souvent corvéables à merci et qui doivent assumer, dans leurs services publics, des restrictions de personnels et des économies systémiques brutales, aveugles et non réfléchies humainement ?

« *La fermeture des unités médicales, une sécurité ?* » Encore une fois ce ne sont pour vous que des normes basées sur des chiffres mathématiques, des statistiques. Mettez donc les moyens qui vont bien au lieu de justifier l'impensable et à dire aux citoyens « *Vous serez en danger en allant dans les hôpitaux de campagnes...* »

Sortez de votre programmation mathématique et entendez que vous vous adressez à des êtres humains. Vos réponses sont techniques, basées sur la mathématique de l'organisation. Vous n'êtes pas à l'écoute du genre humain.

Pour tout cela, nos revendications sont donc claires et cohérentes, baissez séance tenante vos salaires, rentes, et avantages des élus supérieurs de la nation et redistribuez-les aux hôpitaux et au système de santé.

Donnez à la France les moyens de fabriquer ses propres médicaments au lieu de ce jeu de dupe qui consiste à enrichir des laboratoires privés. Acceptez la mise en place du RIC toute matière pour partager avec le peuple les décisions de la nation sur tous les sujets, redonnez au peuple les moyens de survivre en adaptant la fiscalité et la TVA de manière plus intelligente et humaine sur les produits de première nécessité, carburants compris.

Nous sommes pour l'innovation mais une innovation humaine... Non pas juste mathématique et bancaire. Vous semblez bien heureux, en toute puissance, de « *jouer le rôle du méchant* », (vos propos), mais jouons-nous à un jeu Monsieur le Président ou sommes-nous là à tenter de trouver des solutions à une sortie de crise nécessaire ?

Vous nous parlez de l'égalité de destin ? C'est un rêve, nous sommes bien d'accord, selon que vous soyez riche ou misérable.... La république se doit sans nul doute de remédier à certaines inégalités en permettant à chacun d'accéder au meilleur. Alors peut être que certaines grandes écoles réservées aux élites, aux enfants de ministres ou de membres décorés de la légion d'honneur pourraient être ouvertes à nos jeunes de territoires en difficultés... Que les enfants handicapés puissent accéder à une scolarité comme les autres enfants, que la personne à mobilité réduite puisse se déplacer facilement dans la cité et accéder aux administrations... Là, Monsieur le Président, la république montrerait l'exemple. Tous les éducateurs, enseignants, maîtres des écoles sont bien conscients que l'égalité des chances est une ineptie aujourd'hui. Mais, la reconstruction cohérente d'un système égalitaire aux richesses partagées et aux moyens cohérents sur l'ensemble des territoires de France serait un bon début.

Si la remise en place de l'ISF ne vous semble pas cohérente, alors empêchons les mêmes bénéficiaires de s'exiler fiscalement. Les maires de France vous demandent plus de mobilité et vous répondez bus à hydrogène et fermeture de lignes SNCF non rentables ??

Nous sommes d'accord, « *faisons ensemble l'addition...* » Elle semble bien pencher vers un avenir radieux pour les plus riches d'entre nous et la disparition de la « classe moyenne » au profit d'une sous classe pauvre voir très pauvre. Halte à l'unique distribution de l'effort des salariés vers les actionnaires et grands patrons. Redistribuez les richesses et limitez les primes aux actionnaires et grands patrons.

Vous vous posez la question de la réduction du nombre de parlementaires, de l'utilité du sénat ? Nous répondons par l'affirmative, oui, réduisons ensemble le nombre des énarques et grands représentants et instituons ensemble un système différent où certes la représentation nationale est nécessaire, mais où la mise en place d'une assemblée citoyenne parmi le peuple tiré au sort et aux mandats limités à quelques mois pourrait, au même niveau que les députés être complémentaire et participer à niveau égal aux destinées de la France. Nous croyons à la complémentarité et à la diversification des voix et représentations. Oui, monsieur le président, cela nécessite de profondément réformer le système de la représentation en installant une nouvelle souveraineté du peuple.

Monsieur MACRON, vous avez adressé aux Français une lettre où vous exprimez vos espoirs et désidératas pour la tenue d'un grand débat national d'une durée de trois mois qui, à terme, vous permettrait de tirer certaines conclusions, conclusions que vous donneriez à nouveau un mois pour élaborer.

Ce calendrier nous semble tout à fait en accord avec une des grandes périodes de l'histoire des rendez-vous du peuple avec le pouvoir en place. Dans 4 mois, nous aborderons le mois de Mai 2019.

51 ans d'histoire vous regardent attentivement Monsieur le Président. Espérons que cette date anniversaire verra le peuple en fête et non le renforcement de luttes pour la survie du peuple de France.

Une dernière chose, Monsieur le Président, la confiance réciproque met des années à se construire mais un seul instant à se détruire. La confiance entre vous et le peuple a été bien mise à mal depuis 19 Mois et, plus encore à cause de la violence de votre gouvernement à l'encontre du peuple de France. Les blessés et familles endeuillées attendent vos excuses et que justice soit faite.

Ne vous y trompez pas, malgré vos tentatives pour étouffer les mobilisations, malgré vos actes indignes à l'égard des citoyens, les français sont dans les rues et n'en repartirons pas. Il ne sert à rien de vouloir disperser les cortèges en fin de journée à l'aide d'armes ou de gaz. Les citoyens vont renforcer encore leurs mobilisations et feront front.

En méfiance donc et dans l'attente que vous changiez réellement d'attitude et qu'enfin vous compreniez que c'est vous qui n'êtes rien sans l'adhésion et l'unité de la nation.

La France en Colère.

La France en colère

www.la-france-en-colere.fr

Site internet officiel du mouvement des gilets jaunes

FACEBOOK : [@lafranceencolere112018](https://www.facebook.com/lafranceencolere112018)